

Sous la direction de Bernard A. Wolfer -
Agricultures et paysanneries du monde. Mondes en
mouvement, politiques en transition - Editions
QUAE, Versailles, 2010

Thierry Pouch



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2924>

DOI : [10.4000/economierurale.2924](https://doi.org/10.4000/economierurale.2924)

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 6 janvier 2011

Pagination : 76-78

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Thierry Pouch, « Sous la direction de Bernard A. Wolfer - Agricultures et paysanneries du monde. Mondes en mouvement, politiques en transition - Editions QUAE, Versailles, 2010 », *Économie rurale* [En ligne], 321 | janvier-février 2011, mis en ligne le 06 janvier 2011, consulté le 21 septembre 2020.
URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2924> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/economierurale.2924>

Agricultures et paysanneries du monde

Mondes en mouvement, politiques en transition

Éditions QUAE, Versailles, 2010

Dans ses *Trois leçons sur la société post-industrielle*, Daniel Cohen indiquait que le « capitalisme du ^{xxi}^e siècle organise scientifiquement la destruction de cette société industrielle »¹. Dans la mesure où la modernisation des structures agricoles dans un certain nombre de pays s'est inscrite après la Seconde Guerre mondiale dans ce que les économistes de la régulation ont appelé le fordisme, la destruction de la « société industrielle », et par conséquent du fordisme, devait logiquement induire celle de l'agriculture dite « industrialisée ». De plus, la mondialisation constituant, toujours selon Daniel Cohen, l'une des grandes ruptures annonciatrices du « nouveau monde », elle obligerait les états à renoncer, plus ou moins progressivement, à des pratiques interventionnistes regroupées dans des politiques agricoles, jugées trop protectionnistes alors que la mondialisation appelle l'ouverture aux échanges commerciaux. Les agriculteurs devraient ainsi se conformer à la fois aux principes fondamentaux des nouvelles technologies et des progrès scientifiques, et au vertu du libre-échange, cette mise en conformité ouvrant la voie à une « agriculture post-industrielle ».

Seulement voilà, ce beau processus de développement linéaire de l'agriculture – agricultures traditionnelle, industrielle, et maintenant post-industrielle ou post-moderne – est pris à rebrousse-poil par plusieurs facteurs, sur lesquels reviennent

et insistent les auteurs réunis par Bernard A. Wolfer dans l'ouvrage qui vient de paraître aux éditions Quae², intitulé *Agricultures et paysanneries du monde. Mondes en mouvement, politiques en transition*. Quoi qu'en disent des économistes dont la pensée est structurellement animée par la notion de progrès continu des sociétés, impliquant l'éviction des secteurs les moins adaptables à ce progrès, l'agriculture continuera de jouer un rôle central, voire fondamental, au cours du ^{xxi}^e siècle. D'abord parce qu'il faudra nourrir des êtres humains toujours plus nombreux. Ensuite en raison du fait qu'un nombre encore élevé d'hommes et de femmes dans le monde sont des paysans, et que « leur devenir est encore une question essentielle pour l'avenir du monde » (page 7). Il est étrange d'ailleurs d'entendre des agriculteurs européens, français même, revendiquer à nouveau le statut de paysans. Enfin parce que l'extrême diversité des singularités agricoles rend complexe, pour ne pas dire impossible, leur intégration dans un modèle unique, celui de la techno-science et du libre-échange.

C'est pourquoi il faut lire cet ouvrage, dont la problématique fédératrice s'inscrit dans la continuité des travaux établis antérieurement par les grands noms de l'agronomie, de l'agriculture comparée et de la sociologie rurale françaises, René Dumont et Henri Mendras notamment. Fruit d'un séminaire de recherche associant l'INRA, AgroParisTech et le CIRAD – « Les paysanneries du monde et leurs territoires » – qui s'est étalé sur plusieurs années, l'ouvrage regroupe une pléiade d'auteurs ayant livré leurs analyses des systèmes agraires du monde et des politiques agricoles. La richesse de l'ouvrage et l'étendue des analyses qu'il renferme compliquent la tâche du lecteur appelé à en rendre compte. Que les auteurs qui

1. D. Cohen (2006), *Trois leçons sur la société post-industrielle*, éditions du Seuil, coll. « La République des idées », p. 11.

2. Editions QUAE, RD 10, 78026 Versailles Cedex, France (serviceclients@quae.fr)

ne seraient pas mentionnés ici veillent bien ne pas nous en tenir rigueur. Parallèlement à la richesse à l'instant évoquée, l'originalité de la démarche collective se situe dans le choix, judicieux à plus d'un titre, de placer à la fin de chacune des contributions les débats qu'elles ont occasionnés entre les intervenants et le public, rendant ainsi plus vivante la lecture de l'ouvrage.

Au travers des cas traités, allant du Laos au Brésil, en passant par le Burundi, l'Afghanistan, la Chine ou le Québec, l'ouvrage se structure autour de deux grands axes. Le premier a trait au devenir des agriculteurs et de leurs exploitations. On sait que le thème de l'insertion de l'agriculture dans le mode de production capitaliste avait fait couler beaucoup d'encre depuis Marx, et, pour le cas français, depuis les travaux de Claude Servolin. En d'autres termes, les agriculteurs (ou les paysans), sont-ils condamnés à être les sous-traitants de quelques grandes firmes de l'aval, les moins compétitifs d'entre eux étant appelés à disparaître ? La réponse, pour peu qu'elle soit unique, doit nécessairement prendre en compte le clivage agricultures des pays industrialisés *versus* des pays en développement.

Il ressort des analyses et des enquêtes de terrain que la fin, soi-disant programmée, des agriculteurs et de leurs exploitations familiales, se heurte à des foyers de résistance, illustratifs de la grande diversité des systèmes de production agricole. Cette résilience des exploitations agricoles de type familial est non seulement révélatrice de l'importance qu'il y a à les distinguer du mode de fonctionnement de l'industrie, mais elle démontre que le caractère familial de l'exploitation peut s'articuler à des pratiques intensives, ainsi que le montre les cas de l'Andalousie, analysé par Bernard Roux, position ayant d'ailleurs suscité un débat nourri avec le public. Dans d'autres cas, la persistance de l'exploitation familiale débouche sur un dualisme des structures

agraires, dualisme parfois impulsé et entretenu par l'État, comme au Brésil (texte de M. J. Carneiro et R. S. Maluf). Les exemples du Burundi et du Maghreb sont là pour montrer que le conflit des anciens et des modernes peut déboucher sur des stratégies s'appuyant sur les mécanismes du marché pour garantir la pérennité de l'exploitation familiale (contributions de Hubert Cochet et de Alain Bourbouze). En découle l'extrême difficulté à faire entrer les agriculteurs dans un modèle unique, celui alliant science, technologie et libre-échange.

Le lecteur verra pourtant une limite à l'exercice qui lui est proposé, l'incitant à prendre toute la mesure de la légitimité de la problématique du devenir des agricultures dans le capitalisme mondialisé. Le livre contient en effet les contributions des auteurs aux séminaires successifs, lesquels se sont achevés en 2005. Il y eut depuis la crise agricole de 2007/2008, à peine évoquée, la poursuite, certes sans succès, des négociations commerciales à l'OMC, sans parler des perspectives de réforme de la PAC en 2013. Les forces économiques ayant intérêt à voir l'agriculture se conformer aux règles économiques communes n'ont pas, de ce point de vue, désarmé, obscurcissant un peu plus l'avenir des agriculteurs. La critique s'applique tout particulièrement aux pays de l'Est européen, comme la Pologne, dont le cas est traité par Gilles Bazin.

Les chercheurs pourraient à ce titre profiter de la parution de cet ouvrage et de la célébration, en 2012, du quarantième anniversaire de la publication de l'article, resté célèbre, de Claude Servolin « *L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste* »³, pour poursuivre le débat. Le texte introductif signé de Bernard A. Wolfer semble d'ailleurs nous y convier, puisqu'il s'inter-

3. In Tavernier Y., Gervais M., Servolin C. *L'Univers politique des paysans dans la France contemporaine*. Paris, Colin, 1972, p. 41-77.

roge sur la place que l'agriculture et les paysans peuvent encore occuper dans les sociétés (dans les économies capitalistes), qu'elles soient développées, en transition, émergentes ou en développement.

Le second axe de l'ouvrage a trait aux politiques agricoles. Le traitement qui leur a été réservé par les auteurs constitue un bon indicateur du degré d'implication des états dans les affaires agricoles. Il est clairement réaffirmé que les politiques agricoles ont eu des répercussions positives en matière de performances des systèmes de production agricoles. Lorsque, comme dans le cas de l'Afghanistan (l'article signé de Pierre-Arnaud Chouvy est passionnant), le Gouvernement éprouve des difficultés à contrôler (voir par contraste le cas de la Chine vu par Claude Aubert) ses paysans par des dispositifs de politique agricole, ces derniers sécurisent leur revenu monétaire en produisant des plantes à drogues.

Le rôle fondamental de l'État est par ailleurs bien souligné par Sophie Devienne dans la mise en perspective historique qu'elle établit de la politique agricole américaine. Contre les vents et les marées du libre-échange, les États-Unis ont renforcé leurs dispositifs d'intervention lors de la mise en œuvre du *Farm Bill* de 2008. L'évolution que la Commission européenne a fait prendre à la PAC depuis 1992 aurait mérité de ce point de vue un article, ne fut-ce que pour mettre en relief le saisissant contraste entre les États-Unis et l'Union européenne en matière de politique agricole. L'ouvrage se termine sur une critique des modèles économétriques dont le rôle social est de démontrer la supériorité du libre échange sur les protections commerciales. L'habileté du maître d'œuvre réside dans le fait que la critique exprimée par Françoise Gérard s'articule à un rappel historique des blocages successifs des négociations du Cycle de Doha, réalisé par Tancrède Voituriez. Si les modèles étaient si performants, l'issue aux négociations aurait dû être trouvée plus rapidement. Le propos de

Gérard/Voituriez montre justement que les modèles ont une influence très limitée sur la résolution des conflits commerciaux.

L'ouvrage dirigé par Bernard A. Wolfer s'écarte par conséquent nettement du modèle économique standard, du mainstream. En ce sens, il rejoint les analyses, aussi diverses et complexes soient-elles, regroupées dans ce qu'il est convenu d'appeler « l'hétérodoxie économique ». Illustration supplémentaire que, dans la guerre des idées économiques, le modèle économique néo-classique se heurte à bien des résistances, et l'on ne peut que s'en réjouir. ■

Thierry POUCH

*Pôle économie et politiques agricoles
de l'APCA et laboratoire
Organisations marchandes
et Institutions de l'Université de Reims*